



déclaration CTSD 33 du 31/08/2017

Monsieur le Directeur Académique,

Nous nous retrouvons dans le cadre de ce CTSD exceptionnel décidé suite à la parution très tardive du décret « Blanquer » offrant la possibilité de remettre en place la semaine scolaire sur 4 jours, traduction directe du programme du président Macron. Une mesure qui veut permettre aux acteurs locaux de choisir. Nous en prenons acte mais regrettons la grande précipitation avec laquelle ce décret se met en place.

Au premier Conseil supérieur de l'Éducation de l'actuelle mandature, le 8 juin, l'UNSA Education a défendu sa vision d'une École qui garantit des conditions d'enseignement favorables aux plus fragiles et exprimé son souhait de voir l'École protégée des polémiques. C'est ce qui a guidé notre engagement dans la Refondation. Nous ne disons pas que tout est parfait dans la nouvelle architecture dessinée par la Refondation. Nous disons qu'elle est à peine à l'œuvre, que les professionnels ne se la sont pas encore pleinement appropriée et surtout qu'elle n'a pas encore eu le temps de porter ses fruits.

Nous sommes convaincus que 20% de matinées de classe en moins pour les élèves les plus jeunes est préjudiciable à ceux qui ont le plus besoin d'école. La nouvelle organisation de la semaine scolaire, avec 5 journées, a permis d'octroyer du temps supplémentaire aux élèves pour les apprentissages fondamentaux en même temps que la possibilité de participer à des activités périscolaires dont ils ne profitaient pas forcément auparavant. Le retour en arrière rendu possible de manière précipitée par le décret du 27 juin, va à l'encontre de ce que la plupart des experts constate et préconise, au sujet de la semaine scolaire française qu'ils jugent trop courte... La semaine à 4 jours et demi n'a certes pas fait ses preuves dans sa mise en œuvre mais on doit lui donner une chance d'être évaluée au plan pédagogique. Elle est en effet plébiscitée par de nombreux chercheurs en raison de l'impact sur les apprentissages fondamentaux. Alors pourquoi un détricotage si empessé ? A l'UNSA Education, nous avons validé en 2013 le retour à 5 matinées de classe, supprimées par Xavier Darcos en 2008, et le développement d'activités péri éducatives autour de projets éducatifs locaux. Cette réforme, avec ses amendements, a connu des difficultés de mise en route et elle a suscité une vague d'opposition chez les enseignants comme chez les maires. Chacun a cependant œuvré pour sa mise en place et il est bien regrettable que tant d'efforts ne soient ni mesurés, ni récompensés car aucun résultat évalué...

Cette semaine à 4 jours et demi avait bien pourtant comme objectif la réussite des élèves, avec 5 matinées à disposition des apprentissages scolaires, des journées moins longues et du temps pour des activités de loisir ou de culture... La seule conclusion a été : « les enfants sont trop fatigués... » Mais quelle est en réalité cette fatigue ? Seront-ils moins fatigués après 6 heures de classe ? Les programmes scolaires seront-ils moins importants de manière à pouvoir les répartir sur 4 jours ? Tous les enfants se reposent-ils le mercredi ? Et enfin, l'Education nationale donne-t-elle une image sérieuse et réfléchie en changeant de rythmes pour la 3ème fois depuis 2008 ? Le ministère n'a-t-il pas vu, au détour de ce nouveau décret, qu'une belle économie de 400 millions de fonds d'aide aux communes, dès les budgets prochains ? L'UNSA Education, qui a voté, dans les deux instances nationales CSE et CTM de juin, contre le décret proposé par Jean-Michel Blanquer sur les rythmes scolaires, a réclamé la mise en place, "dès septembre", d'une évaluation "pour comparer l'impact des deux types d'organisation de la semaine qui devraient cohabiter". Pendant le CSE, il a aussi demandé le maintien du fonds de soutien aux collectivités « au-delà de 2019 ». La publication tardive du décret autorisant une nouvelle dérogation possible (4 journées de 6h) a mis la communauté éducative sous tension à la sortie des classes. Nous avons attiré l'attention sur les conséquences d'un changement d'organisation sur les enfants, les familles, les enseignants, les collectivités territoriales et leurs élus et tous les personnels engagés sur le temps périscolaire. Dans le temps tout d'abord, en 7 semaines à peine, tout devait être opérationnel. Des intervenants de TAP ont été licenciés, les parents ont dû se réorganiser, de nouveaux accueils périscolaires ont été nécessaires,... Ce décret ouvre la voie à un énième retour en arrière sans évaluation et sans permettre de poser un regard partagé sur ce qui est bénéfique pour les apprentissages des élèves, en particulier les plus fragiles. Un nouveau changement de pied donne le sentiment aux familles que l'on « bricole » avec l'emploi du temps de leurs enfants sans vraiment savoir ce qui leur est le plus favorable.

Pour l'UNSA Education, notre boussole reste la même. La semaine scolaire doit répondre à l'intérêt de l'élève en priorité, de la qualité du temps scolaire et périscolaire, de son articulation pour favoriser sa réussite. Elle ne doit pas minorer l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle des agents, ni omettre la question du coût pour les communes. Mais lorsque les intérêts des uns ou des autres divergent, cela rend l'équation problématique et finalement on en perd l'objectif premier, surtout dans l'urgence.

Les élus UNSA Education
Evelyne BRUN
Vincent FAUVEL
Christophe FLOREAN
Cathy GAUDIN
Céline GRAVELLIER
Cédrine SANCIER

